



« Touche pas au grisbi... » ou le retour des « comités patate » ?



Tout a commencé par la disparition des CE en magasin...

Discuter des chiffres devenait dérangeant pour une entreprise **voulant imposer une politique libérale « à la bonne franquette » !**

S'ensuivit la rétrogradation des directeurs de magasin de P3 à P2, les privant ainsi de leur responsabilité comptable et économique dans les magasins.

Puis vint la création des Comité Sociaux et Economiques régionaux (CSER), les élus devaient disposer des informations économiques de leurs magasins en région ! **Rien de tout ça, la direction régionale refusa de débattre de tout ce qui découle de l'économie de chaque magasin en CSER... !** La direction a prétexté l'expertise annuelle des comptes au comité central (CESC) pour se soustraire à son obligation. En instance centrale, les représentants du personnel se retrouvent donc à analyser les tendances macro-économiques de l'entreprise, sans jamais avoir pu examiner à la bonne échelle les résultats du magasin qu'ils représentent ! Faut-il transformer le CSEC en méga réunion DP pour enfin aborder les problématiques économiques de terrain ? La direction ira même jusqu'à chipoter la création d'une "commission économique » !

Circulez, y a plus rien à voir !

Historiquement, l'importance des salariés à traiter des questions économiques dans les CE n'arrive qu'en 1944, après-guerre, grâce au « **Conseil National de la résistance** ». C'était une avancée formidable.

Avant cette période, à partir de 1941, il faut rappeler que l'on **négoyait avec les patrons des problèmes familiaux, sociaux et du ravitaillement... sans légitimité juridique, comme une forme de « collaboration constructive » !**

Les salariés étaient relégués aux tâches dites sociales avec l'OCS (Office de comités sociaux), appelés vulgairement aussi « **comités patate** »...

Aujourd'hui, nous déplorons la volonté de l'entreprise d'écarter les sujets économiques des élus et mandatés, qui sont pourtant légitimes de par leur représentativité ; nous constatons là un recul manifeste du droit du travail dans notre entreprise.

Néo-libéralisme ? Néo-comité patate ? En tous cas, cette vision rétrograde du « dialogue social » et toute cette opacité orchestrée nous donnent la nausée !!

Max Théret* doit se retourner dans sa tombe ! (*fondateur trotskiste de la Fnac)

cgtnfac.com



facebook.com/cgtnfac/



twitter.com/CgtFnac



cgtnfac

